

# Europe : le débat Fischer-Chevènement

- « Le Monde » et « Die Zeit » ont organisé un face-à-face entre les ministres allemand et français
- Dans ce dialogue, ils s'expliquent franchement sur l'Europe et la nation ● M. Chevènement : « D'abord faire converger nos nations » ● M. Fischer : « Ce n'est pas l'Europe ! »

**JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT** et Joschka Fischer ont accepté de confronter leurs idées sur l'Europe pour *Le Monde* et l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*. Le ministre français de l'Intérieur avait vivement réagi aux propositions faites, le

12 mai à Berlin, par le ministre allemand des affaires étrangères pour l'organisation d'une Europe fédérale. « L'Allemagne n'est pas encore guérie du déraillement qu'a constitué le nazisme », avait notamment déclaré M. Chevènement. M. Fis-

cher rétorque que, depuis la réunification, les Allemands sont « au clair avec eux-mêmes ». Ils assument leur histoire, y compris « la confrontation permanente avec Auschwitz ». Selon M. Fischer, il n'y a donc plus de « question alle-

mande » et l'Allemagne n'a plus de « rapport biaisé à l'Etat-nation ». Mais cette « normalisation » intervient à un moment où l'Etat-nation classique n'est plus assez fort pour faire face, seul, à la mondialisation. Les Européens doivent s'unir pour défendre leur modèle social et cette union s'appelle fédération.

« Le passé pèse sur l'Allemagne comme il pèse sur la France », concède M. Chevènement, en insistant aussi sur les risques de la mondialisation. Mais il reste convaincu que l'Etat-nation est le meilleur moyen de résister parce qu'il est le cadre où s'exerce par excellence la souveraineté populaire. Selon lui, l'Europe naitra des convergences politiques entre les Etats, et non pas de la révolution institutionnelle que M. Fischer appelle de ses vœux. « Nous devons d'abord faire converger nos nations », déclare M. Chevènement. « Ce n'est pas l'Europe ! », rétorque M. Fischer.

Lire le débat pages 15 à 17  
et nos informations page 3



# L'Autriche menace de bloquer un accord sur la fiscalité européenne

Compromis entre les Quatorze sur l'imposition des revenus de l'épargne

L'imposition des revenus de l'épargne a fait l'objet, lundi 19 juin à Feira, d'un accord à quatorze que l'Autriche n'a pas accepté. Les discussions ont repris, mardi matin, entre les ministres des finances avant que les chefs d'Etat et de gouvernement se saisissent du dossier. Le sommet de Feira met fin à la présidence portugaise de l'UE.

**SANTA MARIA DA FEIRA**  
(Portugal)

*de nos envoyés spéciaux*  
« L'important est que les négociations aient permis de dégager un compromis entre les positions extrêmes de la Grande-Bretagne et du Luxembourg (...). Un pays ne l'a pas accepté pour une raison qui est la sienne, je ne philosopherai pas là-dessus », a déclaré Hans Eichel, le ministre allemand des finances, laissant par là entendre que le refus autrichien était de nature politique.

Les ministres des Quinze ont fait preuve d'un acharnement rare – pas moins de cinq réunions – pour parvenir à « boucler » ce difficile dossier. Le feu vert finalement donné par le Luxembourg – le pays jusqu'ici le plus récalcitrant à l'abandon à terme du secret bancaire – aurait permis d'aboutir si Vienne n'avait pas manqué à l'appel : Karl-Heinz Grasser, le ministre autrichien, défendait une position voisine de celle du Luxembourg. Mais il a sans doute voulu aussi manifester sa mauvaise humeur à l'égard des Quatorze, trop peu pressés à son gré de lever les sanctions appliquées à son pays. Il reste donc à voir si les Autrichiens se laisseront finalement convaincre ou s'ils concrétiseront leur menace de bloquer l'action collective pour protester contre les sanctions.

Selon l'accord des Quatorze, l'objectif ultime est que la taxation des revenus de l'épargne des non-résidents se fasse par le biais d'échanges d'informations entre les administrations nationales : le fisc britannique, par exemple, informerait son homologue français

des sommes versées à des ressortissants français ayant placé des fonds en Grande-Bretagne. L'échange d'informations implique la levée du secret bancaire, une perspective jusque-là refusée principalement par l'Autriche et le Luxembourg.

La directive devra être prête d'ici à la fin de l'année. Le projet prévoit qu'ensuite, pendant deux ans, la Commission négociera avec les pays tiers (Suisse, Liechtenstein, Monaco, Etats-Unis...) la mise en place de mesures comparables. Les

## Pas de levée des sanctions contre Vienne

Le jusqu'au-boutisme des Autrichiens sur le dossier de la taxation de l'épargne est-il dû à des raisons fiscales ou politiques ? Les deux probablement, mais il est vrai que Vienne a esuyé une fin de non-recevoir à Feira, à l'occasion d'un sommet dont le chancelier Wolfgang Schäussel espérait qu'il allait permettre un assouplissement de la position des Quatorze. Rien de tel ne s'est finalement produit : selon le sentiment prévalant à Feira, les Autrichiens ont ruiné leurs chances de faire pencher la balance en leur faveur en adoptant une attitude provocante. Cette position ne préjuge pas toutefois de la possibilité de trouver ultérieurement un compromis sous la forme d'un « système de surveillance » de l'attitude du gouvernement de Vienne. – (Corresp.)

pays-membres sont invités de leur côté à mettre de l'ordre dans les paradis fiscaux qui dépendent de leur autorité. A l'issue de cette période, un vote du Conseil devra intervenir pour décider l'entrée en vigueur de la directive en fonction des engagements pris par les pays tiers, l'unanimité des Quinze étant exigée. C'est là un premier « verrou » rassurant pour les Luxembourgeois.

La directive sera alors mise en œuvre sur la base du système dit de la « coexistence ». Pendant sept ans, les pays pourront pratiquer la retenue à la source en conservant le cas échéant le secret bancaire. Le niveau de la retenue, encore non précisé, devrait être d'environ 20 %. Sont concernés le Luxembourg, l'Autriche, la Grèce et la Belgique. A l'issue de ce délai, le régime unique deviendra l'échange d'informations.

Le Luxembourg disposera ainsi de longs délais et de possibles dérogations mais il semblait difficile d'obtenir plus de Jean-Claude Juncker, le premier ministre, un Européen convaincu, dont la coalition était menacée s'il prenait trop de libertés avec les intérêts financiers du Grand-Duché. L'accord permettrait de faire un premier pas vers un minimum d'harmonisation fiscale nécessaire au bon fonctionnement du marché unique et de la zone euro. Il débloquerait le « code de bonne conduite », quasiment adopté et dont l'objet est d'éliminer le dumping fiscal pratiqué par les Etats-membres pour attirer les entreprises.

Henri de Bresson  
et Philippe Lemaître

# Le face-à-face Chevènement-Fischer

**« L'Allemagne n'est pas encore guérie du déraillement qu'a été le nazisme », avait répliqué Jean-Pierre Chevènement à l'idée d'Europe fédérale du ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer. « Le Monde » et « Die Zeit » les ont mis face à face pour une explication directe**

Reportage photo de Didier Lefevre

**M**ONSIEUR FISCHER, qu'est-ce qui vous est passé par la tête quand vous avez entendu M. Chevènement, après votre discours de Berlin, dire que l'Allemagne, au fond, réval toujours du Saint Empire romain germanique et ne s'était pas complètement remise du "déraillement" que le nazisme a représenté dans son histoire ?

Joschka Fischer. - Je connais depuis longtemps les positions de Jean-Pierre Chevènement. En France, il passe pour un "souverainiste". Je suis au contraire un intégrationniste convaincu. J'ai d'abord pensé que ça allait lui attirer des ennus et puis je me suis demandé ce qu'il avait vraiment voulu dire : que l'Allemagne a une histoire tragique, l'histoire de la formation avortée d'un Etat-nation, contrairement à la France, la Pologne ou les Pays-Bas ? Que cette Allemagne, au fond, veut tourner le dos à l'Etat national, pour fuir son passé ? Qu'elle cherche le salut dans une Europe abstraite ?

- Ce n'est pas le cas ?  
J. F. - Non. Jean-Pierre Chevènement sous-estime ce qui s'est passé au cours des dix dernières années. Maintenant, après 150 ans d'une histoire tragique, d'une quête de l'Etat-nation, d'un dévoiement hégémonique et finalement de la chute dans le crime, les Allemands sont au clair avec eux-mêmes : politiquement et culturellement. Les Allemands se sentent aussi bien que les Français. Aussi avec leur histoire. Toutefois notre histoire est malheureusement différente.

La confrontation permanente avec Auschwitz et la responsabilité morale et historique sont inséparables de notre identité. C'est un morceau de notre histoire nationale. Comme tel, Auschwitz fait partie de nous. Les questions de frontières sont définitivement ré-

glées. Il n'y a plus de "question allemande" ouverte, ni à l'intérieur ni à l'extérieur. La dernière étape a été le déménagement de Bonn à Berlin. On ne saurait en surestimer l'importance symbolique. Dans cette mesure, on peut considérer que le débat sur la question de savoir si nous avons un rapport biaisé à l'Etat nation, ce débat est clos. Nous l'avons eu. Nous ne l'avons plus.

- M. Chevènement, êtes-vous d'accord avec M. Fischer ?

Jean-Pierre Chevènement. - Je vais vous faire une réponse nuancée mais, auparavant, laissez-moi vous dire que rien n'est plus important, à mes yeux, qu'une bonne relation entre la France et l'Allemagne, une compréhension profonde, et cela passe toujours par un débat, même un peu vif, mais nécessaire pour faire avancer l'idée d'une Europe européenne. L'articulation entre la France et l'Allemagne est décisive aussi. Alors, l'Allemagne se trouve aujourd'hui réunifiée avec l'héritage d'un demi-siècle de patriotisme constitutionnel, une capitale à Berlin qui est sa capitale historique, même si l'Allemagne a fait tardivement son unité, des frontières qu'elle reconnaît, des voisins qui, non seulement ne la menacent pas, mais sont des voisins amicaux pour elle. Toutes les conditions existent pour que l'Allemagne cesse d'avoir peur d'elle-même.

- Alors quel est le problème ?

J.-P. Ch. - Le passé pèse sur l'Allemagne comme il pèse sur la France. La France reste très marquée, non seulement par la Révolution française, mais par le traumatisme de 1940. La question de Vichy joue un rôle obsédant dans notre vie politique et il me paraît tout à fait naturel que l'Allemagne, aussi, parce qu'elle rejette le nazisme - ce que j'ai voulu dire, bien qu'on ait voulu me faire dire le contraire -, puisse être tentée de diaboliser l'idée de la nation. Et pourquoi cela ? Parce que, traditionnellement, l'idée de la nation était confondue avec un concept

ethnique, le concept de *Volk*, qui était encore à la base du droit de la nationalité allemande l'année dernière. Le changement du droit de la nationalité, l'instauration du droit du sol, est évidemment quelque chose qui change non seulement la définition de l'étranger, mais aussi la définition de l'Allemand et qui, à mon sens, doit déboucher sur une conception de la nation comme communauté de citoyens. Si l'Allemagne a en effet une conception citoyenne de la nation, après tant de drames, de guerres, de catastrophes - qui, d'ailleurs, dans mon esprit, sont des déraillements, ils ne sont pas le produit d'une quelconque fatalité allemande -, le moment est propice pour avoir une relation très franche, très directe,

premières visites à Paris, à la fin des années 1960 : les rapports décomplexés entre les générations, l'existence d'une culture populaire, les mêmes chansons que tout le monde chantait... Chez nous, tout ce que les nazis avaient touché était contaminé. Les meilleures traditions de notre nation avaient été empoisonnées par les nazis et avaient été utilisées pour détruire la nation.

En fait, tous ceux qui voyaient en la nation allemande une valeur positive auraient dû haïr Hitler en tant que fossoyeur de la nation. Mais dans les années 1950, il n'en était pas ainsi. Pour qui avait grandi dans cette ambivalence, il était clair que le plus grand dan-

**Joschka Fischer : « Quelle doit être la pondération entre le national et l'europeen ? Pour moi, c'est la question décisive. La réponse est la fédération. »**

**Jean-Pierre Chevènement : « Nous devons d'abord faire converger nos nations. »**

où on se dira des choses que, peut-être il y a encore quelques années, on n'osait pas se dire. Il n'y a aucun raison de fuir dans le "postnational", dans un fédéralisme flou. Ce sera un progrès par rapport à un discours un peu conventionnel sur la relation franco-allemande, dont nous avons souffert par le passé.

- La tentation de diaboliser l'Etat-nation, qui existait avant la réunification, est-elle dépassée ?

J. F. - Il est peut-être difficile, d'un point de vue français ou polonais, de comprendre ce que veut dire être confronté avec l'idée de nation allemande après 1945. Si je connais une raison de mon éveil à la politique, c'est précisément cette confrontation. Je me souviens encore de mes

ger pour l'Allemagne c'était le nationalisme allemand et que la nation risquait de se perdre par le nationalisme. Dans ce contexte, il était difficile pour nous de développer un concept moderne de nation comme communauté de citoyens. L'Allemagne n'avait pas de tradition bourgeoise, révolutionnaire réussie, à laquelle nous puissions nous référer.

L'identité *völkisch* (ethnique) remonte à la première fondation du Reich, sous Guillaume II, à la veille de la première guerre mondiale, dans la faiblesse de nos valeurs. Si, en 1848, le Parlement réuni à la Paulskirche de Francfort s'était transformé en Assemblée constituante et avait réussi à mettre en cause le pouvoir des princes les armes à la main, nous

aurions aujourd'hui une tradition révolutionnaire à laquelle nous pourrions nous référer. Nous n'aurions jamais connu l'Allemagne ethnique, mais une Allemagne consciente d'elle-même, démocratique-révolutionnaire, constitutionnelle. Il n'en a pas été ainsi.

» Notre histoire ne s'est enfin libérée qu'avec la révolution pacifique de 1989. Le point de départ, nous le devons à la décision des Américains de rester en Europe en 1945 ainsi qu'à la décision de Schuman et Monnet, c'est-à-dire de la France, d'imposer un nouveau principe de rapports internationaux - le principe d'intégration. Ce moment historique de 1989, nous le devons aussi à la démocratie de la République fédérale.

» L'ironie, et l'histoire est parfois pleine d'ironie, veut que nous commençons à nous sentir bien dans notre Etat-nation au moment où l'Etat national européen classique, comme nous le connaissons et l'aimons - les Allemands aussi -, n'est plus assez grand ni plus assez puissant pour décider du destin des peuples européens. Autrement dit, nous sommes placés devant l'obligation de réaliser pleinement le principe d'intégration. Et ça m'intéresserait de savoir ce que vous voulez dire avec votre référence au "Saint Empire romain des nations allemandes", comme nous disons en allemand. Aucun Etat n'est plus éloigné de toute idée d'empire que l'Allemagne d'aujourd'hui.

J.-P. Ch. - C'était une boutade, à vrai dire, dont le sens est le suivant : parce qu'elle diabolise encore la nation, l'Allemagne est tentée de fuir dans le post-national, où elle retrouve la nostalgie d'une sorte de fédération rassemblant des entités diverses de préférence régionales un peu analogue à ce qu'était le Saint Empire.

Lire la suite page 16

# Le face-à-face Chevènement-Fischer

Suite de la page 15

**J. F.** - Mais l'Union européenne n'a rien à voir avec le Saint Empire !

**J.-P. Ch.** - Elle lui ressemble beaucoup...

**J. F.** - C'est l'Union élargie, sans une réforme des institutions, qui pourrait faire penser à la dernière phase du Saint Empire...

**J.-P. Ch.** - Dans la phase tardive, le Saint Empire avait un fédérateur ! C'était l'empereur Habsbourg...

**J. F.** - Eh bien, les Habsbourg étaient de drôles de fédéralistes !

**J.-P. Ch.** - Ce n'étaient pas de mauvais bougres. Moi, j'ai été un ressortissant du Saint Empire puisque, à Belfort, nous étions dans le domaine des Habsbourg jusqu'en 1648 et Besançon, où j'ai fait mes études, était une ville impériale. Simplement, c'était une forme d'organisation caractéristique de l'Ancien Régime, en tout cas pas caractéristique de la démocratie. Un pouvoir constitué en réseaux, d'essence oligarchique.

**J. F.** - Nous devrions tomber d'accord pour dépasser aujourd'hui l'ancien régime européen. Sur ce point, je suis un révolutionnaire français. Je veux dépasser toute forme d'Ancien Régime. Aux barricades !

**J.-P. Ch.** - Très bien, mais alors il faut qu'on fasse une révolution.

**J. F.** - C'est ce que j'ai voulu dire avec mon discours de Berlin. J'aurais compris que vous me traitiez de dangereux Robespierre ou de Danton !

**J.-P. Ch.** - Le problème est de savoir si nous sommes prêts aujourd'hui à faire la révolution et contre qui.

**J. F.** - Contre l'ancien régime de Bruxelles !

**J.-P. Ch.** - Je ne pense pas que le problème se pose ainsi. Je crois que dans votre livre *Risiko Deutschland* (L'Allemagne, un risque), vous exprimez l'idée que nous sommes à l'ère de la globalisation et moi je vois dans cette globalisation, sans doute des aspects positifs mais aussi beaucoup d'aspects négatifs. C'est une globalisation sauvage qui se fait en dehors du contrôle des citoyens. C'est contre cela que la révolution doit se faire. Si je crois passionnément à une compréhension plus resserrée entre la France et l'Allemagne, c'est que rien ne peut se faire en dehors de cette relation-clef. Et pour cela il faut que nous puis-

**JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT**  
Né en 1939.  
Il est ministre de l'intérieur depuis la victoire de la gauche « plurielle » aux élections législatives de 1997. Il préside le Mouvement des citoyens, qu'il a créé en 1993 après avoir quitté le Parti socialiste par hostilité au traité de Maastricht et à la monnaie unique.

sions lire l'histoire de l'Allemagne, j'allais dire presque à livre ouvert. J'ai intensément cherché à comprendre ce qui s'est passé en Allemagne et comment cet accident a été possible. Et je crois que c'est l'explication de la "nation tard venue" que vous avez donnée et de l'échec de la révolution démocratique, libérale, de 1848-1849. La bourgeoisie ne vient au pouvoir que derrière les classes aristocratiques et militaires avec Bismarck. Si on voulait remonter encore plus avant, on dirait que les guerres napoléoniennes ont suscité une réaction de nationalisme culturel avec Fichte. Et par conséquent, on peut voir comment, par glissements successifs, on en est arrivé après la défaite de 1918 à la surenchère du nazisme. Il est possible de comprendre ce processus historique dont l'Allemagne est heureusement aujourd'hui sortie. Je dis cela même si, au fond, elle a toujours encore un peu tendance à diaboliser la nation et à imposer ainsi une conception qui est la sienne mais pas la nôtre. J'ai peut-être mal lu votre discours à l'université Humboldt, mais j'y ai trouvé quelques ambiguïtés. Je ne confonds pas Joschka Fischer et Jürgen Habermas...

**J. F.** - C'est une confusion qui m'honore...

**J.-P. Ch.** - Oui, c'est un homme très remarquable, mais il a une conception de la nation un peu éthérée, purement civique, détachée de la réalité historique. Et vous-même avez davantage pris conscience de l'importance de la nation comme cadre indispensable du débat et de l'expression démocratiques.

**J. F.** - Je crois qu'Habermas le comprend exactement de la même façon. Son grand thème est la réconciliation de la nation allemande avec la révolution bourgeoise. Il l'a explicité dans le

**LE 21 MAI**, Répondant au discours de Joschka Fischer, Jean-Pierre Chevènement avait exhorté l'Allemagne « à se dégager aussi bien de la conception ethnique du Volk que de la vision postnationale de l'histoire » : « Nous sommes en présence d'une tendance de l'Allemagne à imaginer pour l'Europe une structure fédérale qui correspond à son modèle. Au fond, elle rêve toujours du Saint Empire romain germanique, devait-il ajouter sur France 2. Elle n'est pas encore guérie du déraillement qu'a été le nazisme dans son histoire. L'Allemagne a une conception ethnique de la nation. Il faudrait l'aider à se forger une autre idée de la nation citoyenne, pour un meilleur dialogue avec la France ». Le ministre de l'intérieur avait alors conclu : « Sans cette guérison et l'invention d'une nation allemande, nous ne pourrions pas fonder une Europe saine et durable. »

concept de "patriotisme de la Constitution". Mais nous ne devons nous faire aucune illusion. Les failles de notre histoire nous accompagneront toujours. L'Allemagne portera toujours la responsabilité d'Auschwitz. Dire cela, ce n'est pas rejeter la nation, notre nation. Au contraire. C'est l'accepter.

- M. Fischer, pensez-vous que M. Chevènement a tendance à projeter sur l'Allemagne la notion française de nation ?

J. F. - Je ne pense pas que cela puisse marcher. On voit pourtant que nous sommes débarrassés du concept ethnique de nation. Regardez le débat sur la nationalité en Allemagne ou le débat sur l'immigration. Ce thème sera définitivement clos avec la prochaine génération. J'en suis fermement convaincu.

- Il reste tout de même un peu de *völkisch* en Allemagne ?

J. F. - Non, mais ça continue à jouer un rôle dans une partie de notre tradition. La discussion revient de temps en temps. Comment pouvons-nous nous définir nous-mêmes ? Mais ça passera avec le temps. En France aussi, il y a eu ce genre de conflits entre les réactionnaires, les légitimistes et les républicains comme Jean-Pierre Chevènement. Quand on

parle de Vichy, on parle aussi de racines qui contiennent des éléments réactionnaires. Ceux-ci n'ont pas été majoritaires en France. Les valeurs démocratiques et révolutionnaires ont toujours gardé la primauté. C'est la différence. Mais la thèse selon laquelle nous, Allemands, nous fuirions notre identité dans l'Europe, je la rejette fermement. Après la guerre, le souhait de fuir notre propre histoire était puissant. Il en va autrement aujourd'hui.

J.-P. Ch. - En France, c'est de justesse que la conception républicaine a triomphé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment de l'affaire Dreyfus. Et ceux qui avaient eu le dessous, les antidreyfusards, ont pris le pouvoir en 1940 à la faveur de la défaite. En France aussi, il nous faut donc avoir une vision nuancée du passé. La notion de patriotisme constitutionnel d'Herbert Spencer est trop superficielle car même dans la conception de Renan, la nation se définit aussi par un patrimoine de souvenirs communs et par un vouloir-vivre collectif, et par conséquent, nous ne devons pas opposer de manière trop schématique l'idée

d'une communauté de citoyens un peu désincarnée et l'idée de communauté historique. Ce qui fait la nation, c'est bien évidemment ce legs puissant de souvenirs mais c'est aussi cette capacité à penser l'avenir ensemble sous les auspices de valeurs universelles.

- Limitée au cadre national ?

J.-P. Ch. - Non, ce n'est pas forcément limité au cadre de la nation mais je constate qu'il n'y a pas un peuple européen. Aujourd'hui, très franchement, la citoyenneté européenne est une citoyenneté postiche. Tant que nous n'avons pas créé un espace commun de débat à l'échelle de l'Europe. On ne peut pas faire passer les institutions avant le débat politique. La politique doit précéder les institutions, sinon on va jouer au Meccano.

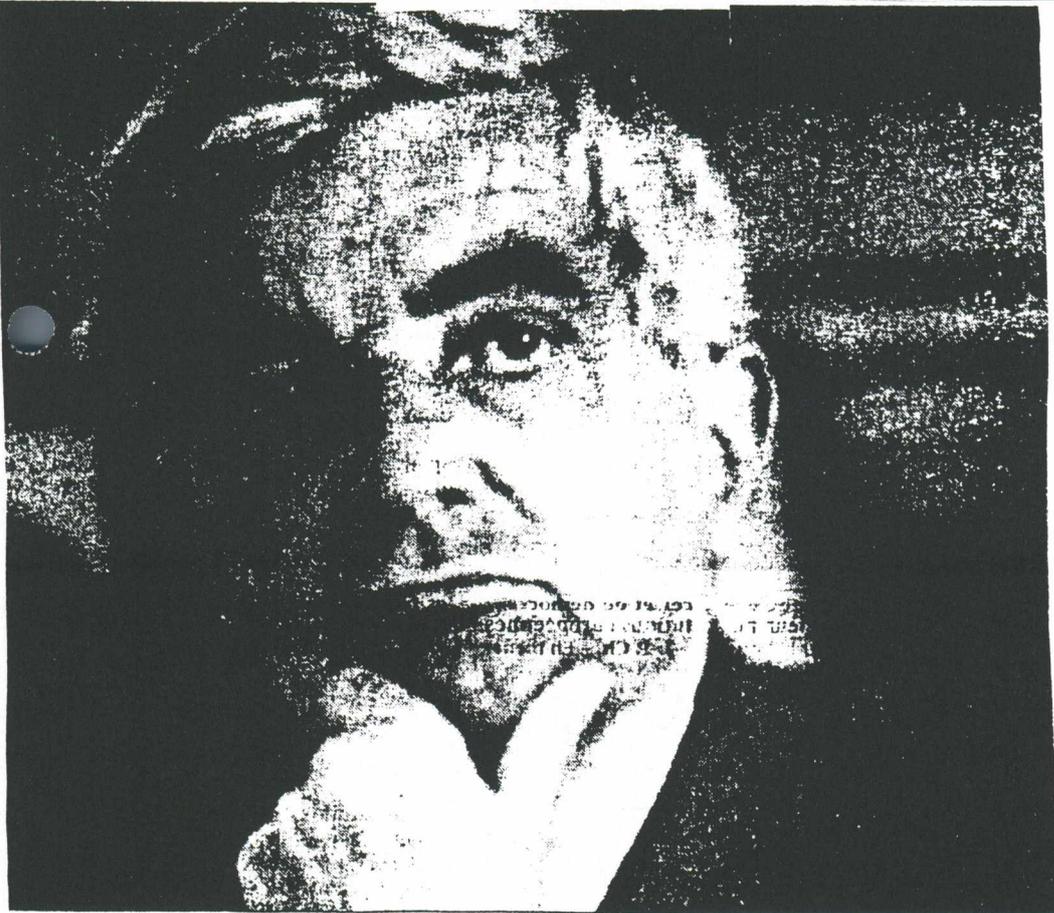
- Joschka Fischer est-il un "mécanicien" ?

J. F. - Plutôt un dialecticien. Je comprends ce que dit Jean-Pierre Chevènement. Mais je pense qu'il est dangereux de faire une différence entre la communauté de raison et la communauté historique parce qu'on retombe très vite dans une interprétation ethnique préconstitutionnelle. Nos nations sont beaucoup plus anciennes que les Etats nationaux. La spécificité de l'identité moderne, à la fran-

çaise, c'est le lien entre la nation et l'Etat.

J.-P. Ch. - Ce n'est pas le cas en France. En France, la nation est une création politique et culturelle qui s'est faite autour de l'Etat.

J. F. - Pour l'Allemagne, il en va autrement. La Révolution française constitue pour tous les peuples européens une césure. En ceci que la nation moderne a trouvé, grâce à elle, ses critères universels de valeurs. C'est ainsi qu'on l'éprouve aussi en Allemagne. Le dernier grand défi auquel nous avons dû répondre a été la question suivante : la fin de la deuxième guerre mondiale était-elle pour nous Allemands une libération, oui ou non ? Aujourd'hui, même la droite démocratique répond par l'affirmative. Avec son formidable discours du 8 mai 1985, Richard von Weizsäcker, alors président de la République, a brisé un tabou, pour la première fois d'un point de vue démocratique conservateur, en affirmant que le 8 mai 1945 avait été une libération. C'était un pas énorme qui n'est pas en contradiction avec notre histoire mais qui, au contraire, remet à sa place



centrale notre responsabilité. En ce sens, le monument aux victimes de la Shoah qui doit être érigé à Berlin ne représente pas un refus, mais une affirmation de notre nation. C'est seulement un exemple. Mais nous, Allemands, nous sommes une communauté historique difficile, Jean-Pierre

honnêtes, nous devons reconnaître qu'il existe déjà depuis longtemps des éléments essentiels de cette fédération. L'euro est déjà en réalité une fédération. Et qu'est-ce que Schengen ? Si vous êtes conséquent dans votre attitude envers les Etats-Unis, le plus grand danger c'est une Europe

---

**Jean-Pierre Chevènement :** « Nous devons apprendre à considérer les Etats-Unis comme des partenaires et non comme des protecteurs. Le risque étant que, si nous faisons une fédération européenne mal pensée, le véritable fédérateur soit, en définitive, les Etats-Unis. »

---

Chevènement, très difficile...

**J.-P. Ch.** - Par rapport au nazisme, il est évident que la défaite de 1945 est une libération. Pour autant, dans l'histoire de l'Allemagne, l'épisode nazi ne dure qu'une douzaine d'années et on doit prendre davantage de recul. La libération de 1945 ne doit pas conduire à une dépendance éternelle à l'égard du libérateur, c'est-

à-dire les Etats-Unis. Si nous prenons les choses du point de vue des peuples européens dans leur ensemble, nous devons apprendre à considérer les Etats-Unis comme des partenaires et non comme des protecteurs. Le risque étant que, si nous faisons une fédération européenne mal pensée, le véritable fédérateur soit, en définitive, les Etats-Unis.

**J. F.** - D'abord, je ne pense pas que 1945 nous ait rendus dépendants des libérateurs. J'ai toujours été en faveur de l'ancrage à l'Ouest de la RFA mais j'ai critiqué et combattu la politique du gouvernement américain. Je sais ce que nous devons aux Etats-Unis, et cependant je veux une Europe forte. Parce que je pense que les Etats-Unis ont besoin d'un partenaire fort - dans leur propre intérêt. Ce partenaire ne sera pas la France, l'Allemagne, la Pologne ou l'Angleterre mais nous pouvons le devenir, ensemble.

Deuxièmement, je serai toujours contre une fédération qui serait mal conçue. Elle ne fonctionnerait pas. La question : veut-on une fédération ou non ? est académique. Si nous sommes

faible. Je suis profondément convaincu qu'il y a un lien étroit entre une Europe forte, politiquement active, et un partenariat transatlantique que nous devons évidemment redéfinir.

**J.-P. Ch.** - Simplement, pour que l'Europe se définisse par elle-même, nous devons avoir un projet social ou géopolitique, par exemple arrimer la Russie au destin de l'Europe. C'est un projet essentiel car, si la Russie ne devient pas un pays stable, l'Europe sera toujours un continent en proie à une certaine instabilité. Donc, il me semble que nous devrions avoir un projet...

**J. F.** - Cher Jean-Pierre Chevènement, j'ai vécu la préparation de la stratégie commune vis-à-vis de la Russie au Conseil européen. Nous parlons d'un sujet politique, l'Europe, qui n'existe aujourd'hui qu'en filigrane, sous une forme embryonnaire. Je suis totalement d'accord avec vous. La Russie est essentielle pour notre sécurité. Mais où est cette Europe qui serait en mesure d'agir ?

**J.-P. Ch.** - Nous devons avoir une vision géopolitique de l'avenir de ce que peut être une Europe européenne.

- L'Europe va-t-elle surgir des politiques communes ou n'est-elle pas plutôt la condition d'existence de ces politiques communes ?

**J.-P. Ch.** - Je pense qu'il faut parler politique d'abord, que le reste, c'est-à-dire l'institutionnel, suivra. Comment d'ailleurs peut-on approcher ce problème institutionnel ? Joschka Fischer a fait des propositions qui ont provoqué un débat européen, c'est très bien. Mais j'observe que tout commence par un aveu, c'est que l'Europe selon le modèle Schuman-Monnet fonctionne de plus

en plus mal et avec l'élargissement fonctionnera de manière de plus en plus problématique. Donc, il faut aller vers des réformes qui sont à l'ordre du jour de la Conférence intergouvernementale, et je soutiens tout à fait le propos de Hubert Védrine dans la réponse qu'il vous a faite (*Le Monde* daté 11-12 juin). Il y a des améliorations de fonctionnement à faire. Dans des domaines comme la politique étrangère, la défense, nous devons aller vers des coopérations renforcées qui passeront toujours forcément par l'Allemagne et la France et qui gagneraient à embrasser au moins les cinq grands pays de l'Europe de l'Ouest, à savoir aussi l'Italie, l'Espagne et, bien sûr, la Grande-Bretagne. Mais je n' imagine pas que l'Europe puisse s'affirmer comme une association de nations solidaires si nous n'avons pas un débat politique de fond sur le modèle de société que nous voulons, sur notre projet de civilisation, par rapport à ce qui nous vient d'Amérique et sur notre projet géopolitique. Tant que ce débat n'aura pas une grande intensité, nous risquons de nous perdre dans la technique institutionnelle.

**J. F.** - Les institutions ne sont

pas un but en soi. Les institutions sont des instruments. Comment pouvons-nous discuter d'une association durable de la Russie et de l'Europe si nous ne sommes même pas en mesure d'intégrer les pays d'Europe centrale ? Les institutions actuelles ne le permettent pas, c'est clair et net. C'est pourquoi nous devons répondre à ce défi historique par une refondation des institutions européennes.

**J.-P. Ch.** - On doit faire les deux à la fois si on veut être autre chose qu'une banlieue américaine.

**J. F.** - Oui, oui, je sais. Nous sommes en fait devant une révolution européenne, une révolution constitutionnelle. C'est un grand défi. Je suis d'accord avec vous, la question est naturellement le développement d'une substance politique commune. Quel modèle social ? Il y a beaucoup de points communs en Europe, parfois de grandes différences avec les Etats-Unis. Nous ne pouvons conserver ce modèle que sous un chapeau européen commun ; seuls nous serons trop faibles. L'Etat-nation européen classique est trop petit dans les conditions de la mondialisation. Et cette mondialisation - qu'on le veuille ou non - est une réalité objective. La question est de savoir comment nous nous comportons, comment nous pouvons la maîtriser, comment conserver ce qui est important et précieux pour nous.

**J.-P. Ch.** - Mais en quoi une fédération européenne nous permettrait-elle de défendre le modèle social européen, le droit du travail par exemple, contre les remises en cause de la mondialisation ?

**J. F.** - Tout simplement parce qu'une fédération européenne pourrait défendre les intérêts européens d'une manière tout à fait différente. Je vous cite quelques exemples. Quand Boeing et Lockheed fusionnent et que la Commission de Bruxelles fronce les sourcils, ces messieurs de

Seattle se sentent concernés. Si c'était l'autorité française antimonopole ou l'office allemand des cartels, ça ne les aurait pas vraiment intéressés.

**J.-P. Ch.** - Quel contrôle social s'exerce sur les fusions à l'échelle européenne ?

**J. F.** - Un instant. Autre exemple : aucun d'entre nous n'aime les aliments génétiquement modifiés. Qu'ils soient sains ou non est une autre question. Ça a des conséquences aux Etats-Unis parce que l'Europe apparaît unie dans cette affaire.

**J.-P. Ch.** - Les Français sont plus hésitants.

**J. F.** - Dans les conseils européens, j'ai l'impression que la position de la France est claire. Troisième exemple : la peine de mort. Parce qu'en Europe nous avons pris la décision de l'abolir, le débat commence lentement aux Etats-Unis. Je cite ces exemples seulement pour montrer ce que veut dire représenter des intérêts communs. Notre modèle social aussi, c'est seulement ensemble que nous pouvons le défendre. Pour moi, d'ailleurs, c'est une des raisons pour lesquelles j'ai accepté la disparition du deutschemark et la création de l'euro.

**J.-P. Ch.** - Mais pour arriver à l'euro, a-t-on fait reculer le chômage en Allemagne, en France et ailleurs ? C'est une question ironique.

**J. F.** - A plus long terme, l'emploi va dépendre aussi de la force de notre monnaie. L'euro a déjà eu des effets positifs. Mais il ne s'agit pas du court terme. Nous devons réaliser en Allemagne des adaptations structurelles qui ont

*Jean-Pierre Chevènement  
et Joschka Fischer,  
avec leurs interprètes,  
réunis pour ce dialogue,  
le 14 juin,  
à l'ambassade  
d'Allemagne à Paris.*

déjà été faites en France dans la phase de préparation à la monnaie unique.

**J.-P. Ch.** - Deux des exemples que vous avez cités n'ont rien à voir avec la situation économique et sociale.

**J. F.** - Je n'en suis pas sûr. Les producteurs américains d'OGM ont des problèmes à la Bourse, notamment parce que le marché européen leur est fermé...

**J.-P. Ch.** - Néanmoins, j'observe que la Commission européenne n'exerce aucun contrôle social des fusions. Nous ne sommes dotés d'aucun outil qui permettrait de dominer ce problème et d'instaurer un meilleur équilibre entre ce que j'appellerai, peut-être de manière archaïque à vos yeux, le capital et le travail.

**- M. Monti, le commissaire européen à la concurrence, a pourtant beaucoup à faire...**

**J.-P. Ch.** - Oui, mais il ne se place que du point de vue de la concurrence. Il ne se place pas du point de vue des réductions d'emploi, de l'aménagement du territoire. C'est une vision un peu courte.

**- Est-ce à dire que vous voulez renforcer les pouvoirs de la Commission de Bruxelles ?**

**J.-P. Ch.** - Ça se discute, mais je pense que ce serait préférable qu'il puisse y avoir, à un niveau à déterminer, la prise en compte d'autres intérêts que le strict respect de la concurrence. Je pense que nous l'avions fait dans le cadre des Etats-nations. Mais cela ne se reproduit pas au niveau européen. De ce point de vue-là, l'Europe agit comme un relais de la mondialisation libérale. L'Europe n'est pas en soi un concept universaliste. Dans le passé, elle s'est identifiée à la chrétienté ou à la race blanche. Elle peut s'identifier à un espace libéral que, d'un point de vue républicain, je ne considère pas comme l'exemple de l'universalisme progressiste.

**J. F.** - C'est un tout autre débat

cadre traditionnel de l'Etat-nation, un certain équilibre s'était créé entre le capital et le travail.

J. F. - Après deux siècles de révolution et de guerres horribles...

J.-P. Ch. - Oui, après la crise des années 30. Aujourd'hui, nous sommes à nouveau dans un système de déséquilibres et, pour abonder dans votre sens, à savoir qu'il y a beaucoup d'emplois à créer dans les secteurs comme la santé, la formation, et bien d'autres, c'est peut-être un programme de travail pour le gouver-

pour lequel j'ai une réponse différente de la vôtre. Bien que je me considère comme un homme de gauche, je pense que nous devons redéfinir la justice sociale, le rapport entre la liberté et la prise en charge collective, la relation au marché... Si nous voulons être une gauche moderne. Le secteur public pourrait être créateur d'emplois s'il était réorganisé. Nous avons partout les mêmes problèmes, le même retard dans l'adaptation aux nouvelles conditions, qui ne peuvent pas être résolus par la politique de la concurrence de la Commission. Si nous voulons par exemple une politique sociale commune, nous

**Joschka Fischer : « L'Euro 11 ? C'est déjà une fédération ! (...) Nous avons confié notre pouvoir souverain, notre souveraineté monétaire, à onze, à une banque. Ce devrait être un cauchemar pour un républicain comme vous ! »**

avons besoin d'institutions européennes qui fonctionnent. Nous avons besoin d'un Parlement européen dont les députés défendent chez eux ce qu'ils ont décidé à Strasbourg. C'est le point décisif. Pas des institutions nouvelles comme but en soi, mais une démocratie européenne vivante. C'est ce que j'ai voulu dire à Berlin. Avec une confédération très lâche d'Etats, nous ne réussirons rien à l'ère de la mondialisation.

J.-P. Ch. - Je suis moins optimiste que vous sur les conséquences de la mondialisation. Elle crée beaucoup de déséquilibres, de fractures, qui laissent de côté des couches sociales entières...

J. F. - Le capitalisme n'a jamais rien fait d'autre.

nement économique de l'Euro 11. C'est au niveau de l'Euro 11 que nous devrions essayer de penser de manière plus volontariste l'avenir de l'emploi en Europe.

- N'est-il pas temps de renforcer et de démocratiser les institutions européennes ?

J.-P. Ch. - Eh bien voilà, c'est un grand débat. Je pars de l'idée que, pour que la démocratie puisse fonctionner, il faut qu'il y ait un espace commun de débat public. Si cet espace commun n'existe pas, nous ne pouvons avoir qu'une illusion de Parlement et, en réalité, un voile qui dissimule le pouvoir des oligarchies. L'Eu-

rope fonctionne beaucoup trop en réseau, le contrôle des citoyens s'exerce mal. C'est à l'intérieur des nations que le débat a la plus grande vivacité, la plus grande vérité, qu'il peut être tranché de la manière la plus claire, et l'Allemagne en a donné deux exemples récents puisqu'il y a eu la réunification, il y a eu la victoire de la coalition SPD-Verts... Au niveau européen, nous avons encore à créer l'espace de débats commun sur un certain nombre de grandes lignes de force. C'est notre tâche.

J. F. - Bien, mais cela suppose que nous ayons en Europe une répartition des pouvoirs avec une légitimité démocratique. De telle sorte que toutes les opinions publiques nationales puissent participer. A l'heure actuelle, il n'y a que le Conseil européen, le représentant des gouvernements, qui a une légitimité démocratique indirecte. ce n'est pas une critique mais le processus de décision n'est pas transparent. Notre devoir est de créer un espace européen commun sans abolir l'espace national. Quelle doit être la pondération entre le national et l'euro-péen ? Pour moi, c'est la question décisive. La réponse est la fédération.

J.-P. Ch. - Nous devons d'abord faire converger nos nations. Je suis convaincu qu'il y aura des sauts qualitatifs comme il y en a déjà eu dans le passé. Par exemple, nous avons évoqué

**JOSCHKA FISCHER**

**Né en 1948.**

**Il est ministre fédéral des affaires étrangères depuis octobre 1998 et chef de file du Parti vert allemand.**

**LE 12 MAI**, Joschka Fischer a prononcé à l'université Humboldt de Berlin un long discours, dans lequel il s'est déclaré pour une Europe fédérale, seule solution, selon lui, pour concilier l'élargissement et l'approfondissement de l'Union européenne, l'efficacité et la transparence démocratique. Si tous les Etats membres ne sont pas d'accord, les plus convaincus devront créer « un centre de gravité ».

« Un tel groupe d'Etats, a-t-il poursuivi, conclurait un nouveau traité fondamental européen qui serait le noyau de la Constitution de la fédération. Sur la base de ce traité fondamental, la fédération se doterait de ses propres institutions. (...) Un tel centre de gravité devrait être l'avant-garde, la locomotive du parachèvement de l'intégration politique et comprendre déjà tous les éléments de la future fédération. »

Joschka Fischer avait cependant précisé : « C'est uniquement si l'intégration européenne conserve les Etats-nations dans une telle fédération, si elle ne dévalorise pas leurs institutions, qu'un tel projet sera réalisable. »



1848 tout à l'heure, mais en 1848 il y a eu dans toute l'Europe des révolutions démocratiques.

J. F. - Et une année plus tard, la contre-révolution partout...

J.-P. Ch. - C'est vrai, mais on ne peut pas empêcher l'histoire de se dérouler de manière sinusoïdale.

- M. Chevènement, M. Fischer vous a qualifié de "souverainiste". Vous n'avez pas répondu...

J.-P. Ch. - Je ne revendique pas cet épithète. Mais je crois que, naturellement, le peuple est le dépositaire de la souveraineté. Ça

n'empêche pas du tout qu'il y ait des politiques communes entre les différents peuples d'Europe et même des délégations de compétences. Simplement, nous devons avancer de manière réaliste dans la voie de rapprochement des peuples européens, et d'abord de l'Allemagne et de la France.

J. F. - Je m'intéresse actuellement aux débuts de l'histoire constitutionnelle américaine, après 1776. A l'époque, il n'y avait pas de partis politiques. De même qu'aujourd'hui il n'y a pas vraiment de partis européens, seulement des attitudes différentes vis-à-vis de l'Europe. A l'époque, aux Etats-Unis, il y avait des fédéralistes et des républicains. Ça nous ressemble beaucoup. Et en fait sommes-nous déjà en plein dans un débat constitutionnel. Les rapports entre les Etats-nations et l'Europe constituent la question essentielle. Qu'est-ce qui revient à l'Europe ? Qu'est-ce qui revient aux Etats ? Ce sera notre grand compromis constitutionnel.

- M. Chevènement, croyez-vous qu'avec ce débat constitutionnel, l'Allemagne ne cherche qu'à "habiller sa puissance aux couleurs européennes", comme vous l'avez écrit naguère à propos de l'euro ?

J.-P. Ch. - J'ai dit aussi que je n'ai pas peur de l'Allemagne, que je ne suis pas intimidé par elle. Je considère que nous avons besoin d'une Allemagne stable, d'une nation consciente d'elle-même avec laquelle nous puissions parler du fond des choses et d'un projet qui nous soit commun.

J. F. - Je ne comprends pas pourquoi vous êtes hostile au fédéralisme. Pour vous, une Europe centralisée devrait être le véritable cauchemar. Si nous sommes d'accord que l'Europe va se faire, parce qu'elle doit se faire, comment doit-elle être, sinon fédérale ? L'alternative est simple : Europe fédérale ou Europe centralisée... ou pas d'Europe du tout, ce qui est la pire perspective.

J.-P. Ch. - Nous pouvons avoir une association politique d'Etats-nations qui, d'une certaine manière...

J. F. - Ce n'est pas l'Europe !

J.-P. Ch. - Prenons les choses telles qu'elles sont. L'Union européenne, elle existe et on ne peut pas créer à l'intérieur de l'Union européenne, à mon sens, un noyau dur qui serait fédéral. On peut créer des coopérations renforcées, mais...

J. F. - A onze ? Comme l'Euro 11 ? C'est déjà une fédération !

J.-P. Ch. - Ce n'est pas tout à fait une fédération...

J. F. - En réalité c'est un organe fédéral bureaucratique : la banque centrale européenne. Nous avons confié notre pouvoir souverain, notre souveraineté monétaire, à onze, à une banque. Ce devrait être un cauchemar pour un républicain comme vous !

J.-P. Ch. - Personnellement, je n'étais pas partisan de cette formule et je suis pour équilibrer la Banque centrale par un gouvernement économique. Enfin, il ne faut pas que nous ayons en France une "querelle d'Allemands" sur la nature de l'Eu-

rope... Elle n'est ni une fédération ni une confédération. Elle est quelque chose qui n'a jamais été décrit nulle part et qui ne ressemble même pas au Saint Empire romain germanique !

J. F. - Nous avons cherché un mot allemand neutre, en lieu et place de fédération. Traduit en français ou en anglais, c'est toujours fédération. Aussi nous nous sommes résignés. Nous devons accepter le fait que fédération est le mot qui convient le mieux.

J.-P. Ch. - Alors je ne vois pas comment vous allez partager les compétences entre la fédération à laquelle vous aspirez et les Etats-nations. Car aujourd'hui, l'Union européenne est compétente pour tout, la longueur des essieux, la date d'ouverture de la chasse, la teneur en dioxyde des émissions de fumée, et tout ça, nous n'allons pas le renationaliser. Qu'est-ce qui sera vraiment de la compétence de la nation ?

J. F. - Je peux très bien m'imaginer que certaines compétences retournent vers les Etats.

J.-P. Ch. - Par exemple ?

J. F. - Vous en avez cités quelques-uns.

- Si vous dites que la chasse doit être de la compétence nationale, vous allez être populaire en France !

J. F. - C'est une affaire française dont je ne veux pas me mêler.

- Pour conclure, deux brèves questions : M. Fischer, n'êtes-vous pas mal à l'aise quand vous parlez de "normalité" à propos de l'Allemagne ?

J. F. - Normalité ne veut pas dire tirer un trait sur notre passé. Qu'il n'y ait pas de malentendu. Mais "normalité européenne", cela signifie se sentir bien dans ses frontières. Dans son Etat national avec toutes les fractures, mais avec la conscience de la responsabilité liée à ces fractures.

- M. Chevènement, à la fin de ce débat, pensez-vous toujours que l'Allemagne rêve encore du Saint Empire ?

J.-P. Ch. - Ce n'était qu'une boutade, à vrai dire pédagogique. Je décrivais la tentation du post-national au miroir de l'ante-national. Je faisais la description d'un univers un peu chaotique, un capharnaüm politique d'essence oligarchique vers lequel, à mon avis, nous risquons d'aller. Face à ce danger, je ne vois de recours que dans la démocratie et dans le débat que nous avons en commun. »

Propos recueillis par  
Jacqueline Hénard,  
Roger De Weck (« Die Zeit »)  
et Daniel Vernet

